

SUJET N°1: Les causes du conflit armé en Côte d'Ivoire et la Réconciliation nationale

INTRODUCTION

Avant le conflit armé, tous les ivoiriens pensaient unanimement qu'une guerre n'arriverait jamais à ce pays. Cela, sur la base d'une culture de paix historiquement et pratiquement érigée en religion, ainsi qu'un brassage tellement profond qu'on reconnaîtrait difficilement les barrières ethniques.

Aujourd'hui, les ivoiriens se rendent à l'évidence : la culture de la paix n'était pas aussi forte pour les exonérer de la guerre et le brassage, pas assez poussé pour qu'on se sente indivisible.

Comment en est-on arrivé à cette extrémité ? comment un peuple à l'hospitalité jadis légendaire et un niveau de vie acceptable a pu sombrer dans un tel chaos ?

Quelles sont les causes de ce conflit ?

I/ LES CAUSES DU CONFLIT ARME EN COTE D'IVOIRE

1) Les causes politiques

- la mauvaise gestion de la succession du 1^{er} président de la République de Côte d'Ivoire,
- l'instrumentalisation des grands groupes religieux par les hommes politiques qui fait planer en Côte d'Ivoire, la menace d'une guerre religieuse entre chrétiens et musulmans,
- la propension des hommes politiques pour le tribalisme, l'ethnicisme et l'escalade verbale,
- le jusqu'au boutisme de certains hommes politiques

2) Causes économiques

- la question du foncier rural
- les tracasseries policières ou racket
- le chômage des jeunes constitue un vivier pour le recrutement des rebelles

3) Causes sociales

- le non respect des minorités,
- la désaffection du peuple pour sa presse qui a distillé plus d'opinion que d'information
- l'exacerbation des clivages orchestrés par les hommes politiques et certains chefs religieux qui ne dissocient pas le temporel d'avec le spirituel

4) Causes sécuritaires

- l'absence d'une politique et des lois d'immigration
- la circulation des armes dans le pays depuis la guerre du Libéria et le coup d'Etat de décembre 1999.
- La perméabilité de nos frontières,
- La faiblesse des forces de défense
- La mauvaise appréciation de la politique d'identification et la suspension qui en est découlée.
- L'inexistence de registre d'état civil fiable.
- Le poids des multinationales dans l'économie et leur volonté de contrôle ou de main-mise sur certains secteurs d'activité.

II/ LES CONSEQUENCES

- La conséquence la plus manifeste est la situation de guerre que nous connaissons depuis le 19 septembre 2002, avec son cortège d'atrocités et de barbaries. Mais aussi, les différentes actions menées en vue de l'arrêter : - la division du pays en deux,
- Les négociations de Lomé et Dakar.
- les négociations de Linas Marcoussis et le sommet de Kléber,
- l'arrivée des troupes françaises de l'opération « Licorne » pour abriter le Cessez-le feu,
- l'arrivée des troupes de la CEDEAO « MICECI »,
- l'envoi d'un représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU en tant que : Président du Comité de suivi de l'accord de Linas Marcoussis,
- l'arrivée d'officiers de l'ONU « MINUCI »
- création de milices privées, à la solde d'hommes politiques,
- le phénomène de l'escadron de la mort,
- Plusieurs marches de protestation ou de soutien des « Jeunes patriotes » au régime en place.
- les manifestations anti-françaises à Abidjan
- etc.

III/ ESQUISSE DE SOLUTIONS POUR ALLER VERS LA RECONCILIATION

- Il faut d'abord et avant tout, une volonté réelle, sincère, dépourvue de mauvaise foi, de la part de tous les acteurs : hommes politiques, militaires, populations ou société civile etc.
- Que tous ceux qui reconnaissent avoir fait du tort aux autres, se repentissent et demandent sincèrement pardon,
- Que l'acceptation du pardon soit sincère et suivie de l'oubli total des préjudices subis !
- Que les victimes soit dédommagées,
- Que le programme de désarmement, démobilisation et réinsertion soit mené avec sérieux et détermination,
- Qu'il y ait une loi spéciale sur la religion pour mettre les chefs religieux face à leurs responsabilités,
- Qu'il y ait une subvention annuelle de l'Etat en faveur des religions pour les affranchir de la tutelle dépersonnalisante des politiciens,
- Qu'il y ait une loi et politique d'immigration comme dans les autres pays de la CEDEAO !
- Qu'il y ait une nouvelle politique d'exploitation des terres,
- Qu'il y ait une nouvelle politique de coopération de l'Etat avec multinationales privées pour sauver la souveraineté du pays,
- Qu'il soit mis à la disposition des jeunes chômeurs, un fonds pour la création de micro-entreprises,

CONCLUSION

Après une crise aussi grave que vient de connaître la Côte d'Ivoire, il serait utopique de penser que la réconciliation sera immédiate. Cependant de la cicatrisation des plaies, dépend la bonne foi des hommes politiques, des pouvoirs publics et de la société civile. Si pour une fois, chacun laissait tomber ses intérêts égoïstes et les calculs électoralistes, c'est le pays qui gagnerait.